



République Française
Département LOIRET
Commune de Fréville-du-Gâtinais

Procès-verbal de la séance du 21 Décembre 2021

L'an 2021 et le 21 Décembre à 18 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. POISSON André, Maire.

Présents : M. POISSON André, Maire, M. POTEAU Pascal, Mme ASSELIN Caroline, Mme GEINDREAU Sabine, Mme BECQUE Cathy, M. PELLETIER Laurent, M. CHENAULT Yohann, M. FRAPPIN Christophe.

Excusés : M. BAUNARD Dominique, M. PICARD Sébastien, M. FRANCAERT Jean-Luc

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 11
- Présents : 8

Date de la convocation : 14/11/2021

Date d'affichage : 14/11/2021

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture de Montargis le : 22/12/2021

Secrétaire de séance : M. CHENAULT Yohann

Le compte-rendu de la séance précédente a été lu et adopté.

SOMMAIRE

- Motion de la Fédération nationale des Communes forestières
- Protocole sur le temps de travail
- Réaménagement et de mise en conformité des jeux des enfants (anciens et nouveaux) et d'installation une clôture
- Transformation d'une voie blanche en une voie goudronnée Route du Réveillon en partenariat avec la Mairie de Mézières-en-Gâtinais
- Révision du loyer agricole 2022
- Renouvellement de la convention de médecine préventive
- Installation d'un portail

Réf : D2021_21 - Motion de la Fédération nationale des Communes forestières

Considérant les décisions inacceptables du Gouvernement d'augmenter une nouvelle fois la contribution des Communes forestières au financement de l'Office National des Forêts, à hauteur de 7,5 M€ en 2023 puis de 10 M€ par an en 2024-2025,

Considérant les impacts considérables sur les budgets des communes et des collectivités qui vont devoir rechercher des ressources nouvelles auprès de leurs citoyens,

Considérant le risque de dégradation du service public forestier dans les territoires en raison du projet de suppression de 500 emplois prévu dans le futur Contrat Etat-ONF,

Considérant l'engagement et la solidarité sans cesse renouvelés des Communes forestières au service des filières économiques de la forêt et du bois, en période de crises notamment sanitaires,

Considérant l'impact très grave de ces crises sanitaires sur les budgets des communes déjà exsangues,

Considérant les incidences sérieuses sur l'approvisionnement des entreprises de la filière bois et des emplois induits de ce secteur ;

Considérant les déclarations et garanties de l'Etat reconnaissant la filière forêt-bois comme atout majeur pour l'avenir des territoires, la transition écologique et énergétique, ainsi que la lutte contre le changement climatique,

La Fédération nationale des communes forestières, réunie en Conseil d'Administration le 24 juin,

- **exige :**

- le retrait immédiat de la contribution complémentaire des Communes forestières,
- la révision complète du Contrat d'Objectifs et de Performance Etat-ONF.

- **demande :**

- une vraie ambition politique de l'Etat pour les forêts françaises,
- un maillage territorial efficient des personnels de l'ONF face aux enjeux auxquels la forêt doit faire face.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **demande** le retrait des mesures inacceptables et incohérentes pour les 14 000 communes et collectivités forestières françaises pour le financement de l'Office National des Forêts (ONF).

A l'unanimité (pour : 8 - contre : 0 - abstentions : 0)

Réf : D2021_22 - Protocole sur le temps de travail

Le Maire expose que conformément à l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient aux organes délibérants des collectivités ou établissements publics de déterminer les règles relatives à la durée et à l'aménagement du temps de travail de leurs agents.

Par ailleurs, l'article 47 de la loi n°2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique impose aux collectivités et établissements publics de mettre fin, **à compter du 01 janvier 2022**, aux régimes dérogatoires aux 1 607 heures qui avant pu être maintenus jusqu'à présent.

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, **après avis du comité technique**. En outre, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1 607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Ainsi, la durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35h00 hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

	Nombre de jours travaillés 365 jours / an - 104 jours de repos hebdomadaires / an (52x2) - 25 jours de congés annuels (5x5) - 8 jours fériés en moyenne / an (forfait) = 137 jours non travaillés	228 j
x	Nombre d'heures par jour	7 h
=	Nombre d'heures par an	1 596 h
	Nombre d'heures par an arrondies à	1 600 h
+	Journée de solidarité	7 h
=	Durée annuelle de travail effectif	1 607 h

Le protocole portant règlement du temps de travail au sein de la **Mairie de Fréville-du-Gâtinais**, et joint en annexe, a ainsi pour but de poser les règles internes applicables en matière : de temps de travail (avec la journée de solidarité) et de son organisation, d'heures supplémentaires et complémentaires, de congés annuels et d'autorisations spéciales d'absences.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le protocole portant règlement du temps de travail (avec la journée de solidarité) et de son organisation, des heures supplémentaires et complémentaires, des congés annuels et des autorisations spéciales d'absences joint en annexe.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 7-1 ;

Vu la loi n°2019-828 du 06 août 2019 et notamment son article 47 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

Vu la loi n°2008-351 du 16 avril 2008 relatives à la journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

Vu le décret n°2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade,

Vu le décret n°2019-133 du 25 février 2019 portant application aux agents publics de la réduction de cotisations salariales et de l'exonération d'impôt sur le revenu au titre des rémunérations des heures supplémentaires et du temps additionnel,

Vu le décret n°2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique nommés dans des emplois permanents,

Vu le décret n°2021-846 du 29 juin 2021 relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale détermine, pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public de la fonction publique territoriale,

Vu les **3 avis** du comité technique en date du 16 novembre 2021,

Considérant la nécessité de délibérer afin de disposer d'un protocole portant règlement du temps de travail (comprenant la journée de solidarité) et de son organisation, des heures supplémentaires et complémentaires, de congés annuels et des autorisations spéciales d'absences au sein de la Mairie de Fréville-du-Gâtinais,

Considérant que le personnel a été consulté lors des entretiens professionnels,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **décide** d'approuver le protocole portant règlement du temps de travail (comprenant la journée de solidarité) et de son organisation, des heures supplémentaires et complémentaires, de congés annuels et des autorisations spéciales d'absences joint en annexe.
- **décide** que ce nouveau protocole relatif au temps de travail (comprenant la journée de solidarité) et de son organisation, des heures supplémentaires et complémentaires, de congés annuels et des autorisations spéciales d'absences est applicable à compter du **01 janvier 2022**.
- **décide** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal.
- **décide** que le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

A l'unanimité (pour : 8 - contre : 0 - abstentions : 0)

Réf : D2021_23 - Réaménagement et de mise en conformité des jeux des enfants (anciens et nouveaux) et d'installation une clôture

Le Maire rappelle au Conseil Municipal son choix de réaménager et de mettre en conformité les jeux des enfants (anciens et nouveaux) et d'installer une clôture afin de sécuriser les lieux et surtout de déjouer les déjections des animaux.

Il présente les tarifs des différents jeux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **accepte** de réaménager et de mettre en conformité les jeux des enfants (anciens et nouveaux) et d'installer une clôture.
- **sollicite une subvention** de la Préfecture au titre de la DETR la plus élevée possible.
- **sollicite une subvention** du Conseil Départemental la plus élevée possible au titre de l'aide aux communes à faibles population.
- **autorise** le Maire à signer les demandes de subvention et tout autre document relatif à ces travaux.

A l'unanimité (pour : 8 - contre : 0 - abstentions : 0)

Réf : D2021_24 - Transformation d'une voie blanche en une voie goudronnée Route du Réveillon en partenariat avec la Mairie de Mézières-en-Gâtinais

Le Maire explique au Conseil Municipal qu'il reste une voie blanche sur le territoire de la commune qui donne accès à un riverain de Mézières-en-Gâtinais. Le propriétaire demande depuis plus de 20 ans à ce que la Route du Réveillon Fréville-du-Gâtinais soit goudronnée.

La commune de Fréville-du-Gâtinais et la commune de Mézières-en-Gâtinais ont fait réaliser différents devis afin d'estimer ces travaux qui seraient pris en charge à 50 % pour chacune.

Le Maire présente les différentes propositions.

Le Conseil Municipal, après avoir examiné ces devis et en avoir délibéré,

- **émet un avis favorable** à la transformation d'une voie blanche en une voie goudronnée sur la Route du Réveillon de Fréville-du-Gâtinais et **surtout à la condition** que la commune de Mézières-en-Gâtinais soit favorable à ces travaux et prenne en charge à 50 %.
- **accepte** le devis de Vauvelle, le mieux disant.
- **autorise** le Maire à signer le devis et tout autre document relatif à ces travaux.
- **sollicite une subvention** du Conseil Départemental la plus élevée possible au titre de l'aide aux communes à faibles population.

A l'unanimité (pour : 8 - contre : 0 - abstentions : 0)

Réf : D2021_25 - Révision du loyer agricole 2022

Le Maire précise que la Mairie demande un loyer annuelle pour une partie de la terre agricole, cadastré ZP 25 d'une contenance de 1 ha 04 ca 03 ca.

Chaque année, il est possible de réviser la base du quintal à l'hectare. Depuis le 01 novembre 2004, elle est à **5 Qx l'hectare**.

De plus, en même temps que le loyer annuel et conformément à la réglementation en vigueur, la commune récupère :

- 1/5 (20 %) des impôts fonciers (suivant une formule de calcul précise),
- 1/2 (50 %) des frais de la Chambres d'Agriculture, et,
- la taxe de l'Association Foncière de Remembrement.

Il demande à l'assemblée s'il souhaite réviser la base du quintal de blé de cette parcelle de terre pour le loyer de 2022.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **fixe** à 6 quintaux de blé l'hectare la location de la parcelle ZP 25,
- **récupère** 1/5 des impôts fonciers, 1/2 des frais de la Chambres d'Agriculture et la taxe de l'Association Foncière conformément à la réglementation en vigueur.

A l'unanimité (pour : 8 - contre : 0 - abstentions : 0)

Réf : D2021_26 - Renouvellement de la convention de médecine préventive

Le Maire expose au Conseil Municipal que la convention d'adhésion au service de médecine préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale arrive à échéance au 31 décembre 2021.

Il précise que le 25 novembre 2021 le Conseil d'administration du Centre de Gestion a renouvelé les conditions d'intervention et maintient le taux de cotisation à 0,33 %. Dans la convention, une tarification particulière pour les absences injustifiées, qui n'avait pas été mise en œuvre en 2020 et 2021, sera effective à partir du 01 janvier 2022.

Le Maire demande son avis au Conseil Municipal quant au renouvellement de l'adhésion à ce service.

Après avoir pris connaissance des termes de cette nouvelle convention d'adhésion d'une durée de 3 ans, à compter du 01 janvier 2022,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **donne un avis favorable** au renouvellement de la convention d'adhésion de la commune au service de médecine préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,
- **autorise** le Maire à signer ladite convention d'une durée de 3 ans à compter du 01 janvier 2022, renouvelable automatiquement chaque année par tacite reconduction.

A l'unanimité (pour : 8 - contre : 0 - abstentions : 0)

Réf : D2021_27 - Installation d'un portail

Le Maire rappelle au Conseil Municipal la nécessité d'installer un portail pour sécuriser les bâtiments communaux et le stationnement du véhicule du locataire.

Il présente les différents tarifs.

Le Conseil Municipal, après avoir examiné ces devis et en avoir délibéré,

- **émet un avis favorable** à l'installation d'un portail.
- **sollicite une subvention** du Conseil Départemental la plus élevée possible au titre de l'aide aux communes à faibles population.
- **autorise** le Maire à signer la demande de subvention et tout autre document relatif à cet achat.

A l'unanimité (pour : 8 - contre : 0 - abstentions : 0)

Questions diverses :

Voeux du maire

Le Maire informe qu'il n'y aura pas encore cette année les voeux à la population au vue des préconisations reçues concernant le contexte sanitaire.

Travaux de voirie 2023

Le Maire informe que la Communauté de Communes Canaux et Forêts en Gâtinais demande aux communes de proriser les travaux de voirie à prévoir sur leur territoire et de les échelonner sur plusieurs années.

Eglise

Le Maire précise à l'assemblée que de nouveaux luminaires moins énergivores ont été installées dans le clocher de l'église.

Illuminations de Noël

De nouvelles décorations ont été installées sur la commune. Cependant, il reste encore quelques illuminations vétustes qui seront à renouveler l'année prochaine.

Comptes-rendus des réunions

- ♦ Le SICTOM : Il y a beaucoup de réunions en ce moment afin de prévoir le budget 2022. Il va y avoir une plus forte hausse, entre 5 % et 7 %, que les années précédentes en raison du nombres d'impayés très importants (plus de 3 000 000 €) afin d'équilibrer le budget.
- ♦ Le SAEP (Syndicat des eaux) de Boiscommun : Il y a également beaucoup d'impayés. Des travaux sont prévus :
 - refaire la canalisation entre Boiscommun et Chemault qui est actuellement en éternite,
 - créer un nouveau forage avec l'achat d'un terrain.
- ♦ L'EPAGE - Bassin du fusin : Nettoyage manuel est prévu.
- ♦ L'EPAGE - Bassin de la Bezonde : Des travaux ont lieux à Quiers-sur-Bezonde afin de recréer le lit de la rivière.

- ♦ L'ADAPA : En prévision du départ à la retraite de Mme SERREAU va passer à 60 % d'activité et une nouvelle personne est embauchée afin de la former. De plus, il manque de personnel d'aide à domicile car 2 personnes ne sont pas vaccinées et 1 autre est en arrêt. Il est très difficile de trouver de nouvelles personnes en raison de l'attractivité du métier.
- ♦ Le SIRIS : A la suite de la reprise de la facturation par le SIRIS, des problèmes de paiement ont été constatés. Il faut voir l'évolution dans la durée. De plus, cette année encore, la question de la semaine de 4 jours a été relancée. Il n'y a pas de pose entre le temps scolaire et les TAP.

Fleurissement

Le Département offre, de nouveau, à 74 villes ou villages fleuris détenteurs du "panneau départemental" dont Fréville-du-Gâtinais et ce afin de soutenir la filière horticole et pépinière du Loiret, dans la limite de 800 € par commune jusqu'au 31 décembre 2021. La commune a déjà commandé pour 236,61 € de fleurs et il est prévu de remplacer des arbustes avec le restant.

Eolienne

Il est précisé qu'il est possible de consulter la population mais en dehors des élections prévues en 2022.

Animations communales passées

Repas du CCAS : Le samedi 27 novembre 2021, les personnes de + 65 ans ont été invitées au repas du CCAS en présence des membres du CCAS et des élus. Les personnes qui ne pouvaient être présentes, se sont vu déposer le repas en fin de journée.

Noël des enfants : Le samedi 04 décembre 2021 après-midi, les cadeaux de Noël ont été remis à chaque enfant dans de bonnes conditions en présence du Père Noël et de ses lutins.

Séance levée à : 0:00

En mairie, le 22/12/2021
Le Maire,
André POISSON